

# Que garder d'hier pour construire demain ?



**Collectif** *Sophie Heine, Sabine Laruelle,  
Arthur Bodson, Dominique Collinet, Pierre Defraigne,  
Charles Gardier, Paul Goldschmidt, Pierre Hazette,  
Philippe Housiaux, Ahmed Medhoun  
et Laurent Minguet, sous la direction de Pierre Hazette.*

  
**Now  
Future**  
Éditions

# Sommaire

<b>Avant-propos</b> . . . . .	11
Nos inégalités persistantes . . . . .	12
Nos atouts . . . . .	13
Les réformes nécessaires . . . . .	13
<b>Portraits des auteurs</b> . . . . .	15
Sophie Heine . . . . .	16
Sabine Laruelle . . . . .	18
Arthur Bodson . . . . .	19
Dominique Collinet . . . . .	20
Pierre Defraigne . . . . .	21
Charles Gardier . . . . .	22
Paul Goldschmidt . . . . .	23
Pierre Hazette . . . . .	24
Philippe Housiaux . . . . .	26
Ahmed Medhoune . . . . .	28
Laurent Minguet . . . . .	30

## PREMIÈRE PARTIE

### *L'Europe: notre passé, notre présent et, surtout, notre avenir*

<b>De la civilisation romaine à la culture européenne</b> . . . . .	33
Notre siècle sera-t-il religieux, comme l'aurait prédit André Malraux? . . . . .	33
Rome, civilisation moderne à vision terrestre de la destinée humaine . . . . .	33
L'époque de la christianisation . . . . .	34
Retour à l'équilibre . . . . .	35

<b>Arracher la civilisation européenne au déclin</b> . . . . .	39
Les trois menaces . . . . .	40
Les failles structurelles de l'UE . . . . .	67
Une société européenne frappée d'inertie . . . . .	77
Conclusions : une ébauche de réponse politique de l'UE . . . . .	81
<b>L'Europe : communauté de valeurs</b>	
<b>L'Union Européenne : communauté d'intérêts</b> . . . . .	85

## DEUXIÈME PARTIE

### *Nos atouts, nos faiblesses*

<b>Un différentialisme émancipateur en faveur de l'égle liberté</b> . . . . .	103
La liberté comme objectif . . . . .	103
Stéréotypes et injustices affectant les femmes . . . . .	106
La biologie : une question complexe . . . . .	108
Éviter les analyses et solutions simplistes . . . . .	112
Une norme sur le féminin qui légitime les dominations . . . . .	113
Une stratégie réaliste . . . . .	116
Différence, intérêt et égoïsme sain . . . . .	117
<b>Immigration, intégration, identité : quelques variations sur l'altérité</b> . . . . .	123
La Belgique : un bon terrain pour une école de l'altérité . . . . .	123
Une démographie dynamique . . . . .	124
Des Belges migrants . . . . .	125
Des bras pour les industries . . . . .	125
Du laisser-faire migratoire à la fermeture des frontières . . . . .	127
Partir est une douleur mais aussi une chance, dit l'adage . . . . .	128
Quel droit à la mobilité internationale ? . . . . .	130
Les exilés du savoir : étudiants et chercheurs internationaux . . . . .	131
Les enjeux de la migration des cerveaux . . . . .	132
Un marché mondial de l'éducation . . . . .	134
Mythe du retour et transferts de fonds des migrants . . . . .	135
L'inclusion politique des populations issues de l'immigration . . . . .	136
L'école : entre ascenseur en panne et escalier de service . . . . .	138

Pour une politique de la reconnaissance . . . . .	140
À l'école de l'humanisme et de l'altérité . . . . .	142
<b>L'entreprise, notre maître-atout . . . . .</b>	<b>147</b>
Genèse d'un projet . . . . .	147
Le poids des valeurs . . . . .	148
Le sens de nos aspirations communes . . . . .	151
Une dynamique régionale . . . . .	151
La finalité de l'acte d'entreprendre . . . . .	152
L'entreprise, un acteur clé . . . . .	154
Les pouvoirs publics, autre protagoniste . . . . .	158
Les ingrédients du succès . . . . .	160
Exhortation aux candidats-entrepreneurs . . . . .	165
<b>Une Wallonie 100 % aux énergies renouvelables?</b>	
<b>Est-ce possible? À quel prix? . . . . .</b>	<b>167</b>
Consommations actuelles et futures . . . . .	167
Méthodologie du coût . . . . .	169
Stockage de l'électricité . . . . .	169
Transport d'électricité . . . . .	172
L'énergie photovoltaïque . . . . .	172
Solaire <i>off-shore</i> . . . . .	173
Éolien <i>on-shore</i> . . . . .	174
Éolien <i>off-shore</i> . . . . .	174
Électricité et chaleur par biomasse . . . . .	175
Une solution 100 % renouvelable <i>on-shore</i> . . . . .	176
Une solution 0 % CO <sub>2</sub> économique par compensation . . . . .	178
Que coûterait le stockage de biomasse de compensation? . . . . .	179
Avantage économique ou écologique: il faut choisir . . . . .	179
Conclusions . . . . .	180
<b>L'agriculture: 100 % essentielle</b>	
<b>Quelles réponses apporter? . . . . .</b>	<b>185</b>
L'agriculture, un concept multiforme . . . . .	186
Que dire des modes de production . . . . .	187
de la commercialisation . . . . .	187
de la diversité sociale et économique . . . . .	187

du respect de l'environnement...	187
Ouvrons donc le débat sur les moyens d'assurer la survie de l'humanité . . . . .	188
Neuf milliards d'êtres humains en 2050! Complexité et modestie . . . . .	188
La réconciliation nécessaire. . . . .	189
L'ouverture au monde. . . . .	190
Une perspective biaisée de l'agriculture. . . . .	191
Quel est le droit chemin? . . . . .	192
<b>La solution par l'école . . . . .</b>	<b>195</b>
Comment résoudre ce problème? . . . . .	196
Il faut regarder plus loin . . . . .	197
Les universités wallonnes montrent la voie. . . . .	197
Les indices, d'abord, antérieurs à la pandémie . . . . .	199
Le support philosophique de l'éducation. . . . .	200
Abordons maintenant la question salariale . . . . .	202
La pédagogie de l'effort. Premier champ d'application . . . . .	203
Comment ouvrir le champ des possibles? . . . . .	206
Le virage numérique. . . . .	208
L'enseignement secondaire . . . . .	209
L'organisation du secondaire. . . . .	210
Ouvrons donc le dossier de l'intelligence artificielle (IA) . . . . .	210
La formation des enseignants . . . . .	212
Le degré propédeutique . . . . .	213
Observation incidente . . . . .	214
La question des moyens . . . . .	214
<b>Engagement et ouverture dans l'enseignement . . . . .</b>	<b>217</b>
La question. . . . .	217
Un secondaire engagé. . . . .	219
Une université ouverte . . . . .	225
Les constats qui précèdent étant faits, convient-il d'agir et si oui, comment? . . . . .	231
Quelques petits signes toutefois . . . . .	232
En conclusion. . . . .	233

<b>La culture, activité non-essentielle?</b>	
<b>Allons donc!</b> . . . . .	235
Quand j’entends le mot culture, je sors mon dictionnaire . . . . .	235
<b>Regard sur la politique culturelle en Europe et en Belgique: une vision pour l’avenir</b> . . . . .	239
Un œil sur l’Europe . . . . .	239
L’accessibilité à la culture . . . . .	240
La production culturelle et la création artistique. . . . .	241
Regards sur la Belgique. . . . .	244
La culture représente une force économique. . . . .	245
La culture est essentielle . . . . .	246
La valeur des artistes et la valeur accordée au monde artistique . . . . .	247
La valorisation des artistes, la promotion et la diffusion de la culture . . . . .	250
Le financement de la Culture . . . . .	250
Une source directe de nouveaux moyens financiers: un retour sur les bénéfices des GAFAM . . . . .	253
L’encouragement au mécénat . . . . .	255
La mutualisation des ressources . . . . .	256
La convergence des acteurs de la promotion et de la diffusion . . . . .	257
Les attentions particulières et les enjeux parallèles . . . . .	258
Les yeux rivés sur l’avenir . . . . .	260
Investir dans la culture est nécessaire . . . . .	261
Investir dans la culture est vital. . . . .	262
<b>F(r)ictions politico-sportives</b> . . . . .	263
Acte 1 : l’histoire se passe en 2020 et 21 . . . . .	263
Acte 2 : de 2021 à 2024 . . . . .	266
Acte 3 : de 2025 à 2030 . . . . .	269
<b>Envoi</b> . . . . .	271

## PORTRAITS DES AUTEURS

## Sophie Heine

Sophie Heine est docteure en sciences politiques, auteure et consultante.

Elle a publié de nombreux articles et ouvrages académiques et engagés sur ses thèmes d'expertise – la gauche, le libéralisme, les liens entre identité et politique, l'euroscpticisme, le populisme et les injustices de genre – chez des éditeurs variés (entre autres : Les Éditions de l'Université de Bruxelles, Aden, Lattes, Academia, Peter Lang). Elle s'est aussi plus récemment lancée dans la fiction et a publié deux romans chez Edilivre et deux *novellas* sur son blog [sophieheinefoodforthought.com](http://sophieheinefoodforthought.com).



Après un master en relations internationales, un master en études européennes et un doctorat à l'Institut d'Études Européennes (ULB), elle a eu la chance de réaliser son post-doctorat à Balliol College, à l'Université d'Oxford. Elle a ensuite, pendant une année, enseigné les relations internationales à la *Queen Mary University of London* en 2013.

En 2014, Sophie Heine a contribué à lancer le mouvement fédéraliste *Stand Up for Europe* en se présentant aux élections européennes comme tête de liste de ce mouvement. Elle a ensuite travaillé comme secrétaire général de *Stand Up for Europe* et contribué à le consolider. De début 2015 à 2016, elle a occupé un poste de chercheure à Egmont, Institut Royal des Relations Internationales au sein du département Europe.

Son retour au Royaume-Uni a coïncidé avec le vote en faveur du *Brexit*. Depuis lors, elle a été chercheure associée à l'Université d'Oxford (Département de sciences politiques et Relations Internationales) et a peaufiné son expertise comme chercheure indépendante sur les dynamiques politiques britanniques, le *Brexit*, les liens entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne, le fédéralisme européen et l'avenir de l'Union.

Elle a publié en 2019 *For a sovereign Europe* chez Peter Lang. Son prochain livre, à paraître chez Academia, s'intitule *Souveraineté européenne, Réalisme et réformisme radical*. Elle commence actuellement



un nouveau projet de recherche sur le genre visant à prolonger ses écrits sur le sujet (y compris son ouvrage *Genre ou liberté. Vers une féminité repensée*, ainsi que ses nombreux articles sur ce thème). Dans ce nouveau projet, elle explorera tout spécifiquement la notion de différence dans un sens positif et émancipateur.

## Sabine Laruelle

Ingénieure agronome des facultés de Gembloux, Sabine Laruelle a grandi au sein d'une famille d'indépendants active dans le négoce de céréales.

À l'obtention de son diplôme, elle part travailler comme bénévole en Afrique. À son retour, elle décide de compléter sa formation en gestion et administration des affaires à l'ULg et de suivre une formation d'éco-conseillère à Namur.

De 1992 à 1999, elle travaille dans un cabinet ministériel sur les dossiers agricoles (notamment les premières mesures « agro-environnementales », la directive nitrates, etc.).

En 1999, elle devient directrice générale de l'Alliance agricole et ensuite de la Fédération wallonne de l'agriculture.

Le 12 juillet 2003, elle est nommée Ministre des Indépendants, des PME et de l'Agriculture, et le restera durant 11 ans. Elle sera aussi durant ces onze années la porte-parole belge au Conseil européen de l'agriculture.

En 2014, elle quitte la politique et devient consultante indépendante et travaille sur les dossiers internationaux d'une PME et ce toujours dans le domaine de l'entrepreneuriat et de l'agriculture. Elle rejoindra l'équipe du ministre de l'Économie et de l'Emploi Pierre-Yves Jeholet en fin 2017.

En mai 2019, elle devient députée wallonne et de fédération et sénatrice, elle siège notamment dans la commission Économie et agriculture au parlement wallon et à la commission « institutionnelle » du sénat.

Ses diverses expériences professionnelles lui permettent donc de non seulement connaître les réalités vécues par les familles agricoles, mais aussi les politiques aux différents niveaux de décision : de la Région à l'Union Européenne. Elle en connaît les points forts et les faiblesses.



## Arthur Bodson

Arthur Bodson est né le 27 juin 1932 à Beausaint (La Roche-en-Ardenne) où son père était instituteur.

Après des humanités gréco-latines en interne aux collèges Saint-Roch à Ferrières et Saint-Barthélemy à Liège, il s'inscrit à l'université de Liège (ULg) en philologie classique et obtient ses diplômes de licencié et d'agrégé de l'enseignement moyen en 1954.

Il commence sa carrière professionnelle dans l'enseignement secondaire de l'État comme professeur de langues anciennes aux athénées de Bertrix puis de Ciney.

Rappelé comme assistant à l'ULg, il entame une carrière de chercheur et obtient son diplôme de docteur en Philosophie et Lettres. Il est nommé professeur ordinaire (langue latine) en 1970. Ses centres d'intérêt sont la philosophie stoïcienne à Rome, le traitement des textes anciens par ordinateur et la didactique du latin, spécialement aux débutants adultes.

Membre du conseil d'administration de l'ULg, il devient chef de cabinet adjoint, puis chef de cabinet des ministres de l'Éducation nationale Tromont et Bertouille. Il s'occupe principalement de la politique universitaire.

Élu recteur de l'ULg en 1985, il est réélu à deux reprises à cette fonction, qu'il quitte en 1997.

Pendant et après son rectorat, ses occupations et fonctions sont diverses: président du FNRS, président du CHU de Liège, président du Conseil des recteurs francophones (Cref), mission d'évaluation universitaire au Canada, participation à la création de l'université d'Aoste (Italie), président de l'Agence universitaire de la francophonie internationale (AUF), rédaction avec le recteur Jacques Berleur s.J. d'un important rapport sur les urgences en matière de politique universitaire en Belgique francophone, direction du Centre Jean Gol du Mouvement réformateur.



## Dominique Collinet

Né à Liège, le 20 avril 1938, Dominique Collinet est licencié en sciences économiques de l'ULg.

Il est devenu l'administrateur délégué puis le président jusqu'en 2003 du Groupe Carmeuse (extraction et transformation de calcaire et de dolomie), une entreprise industrielle belge d'origine familiale ayant 150 ans d'existence et active dans vingt pays sur quatre continents.

Dominique Collinet a exercé des mandats d'administrateur dans diverses entreprises industrielles et financières telles que Spa Monopole, la Banque Bruxelles-Lambert ainsi que dans des associations professionnelles au niveau fédéral et régional, notamment la Fédération des industries extractives et transformatrices de roches non combustibles.

Il est le vice-président de *l'European Landowners Organisation*, basée à Bruxelles, et il est membre du Cercle de Lorraine.



## Pierre Defraigne



Originaire de la Vallée du Geer, Pierre Defraigne a suivi une formation d'économiste à l'ULg, à l'UCL et à Harvard avant d'entamer de 1970 à 2005 une carrière internationale de fonctionnaire européen : il a notamment été chef de cabinet de Pascal Lamy, directeur des Relations Nord-Sud (1985-1999), commissaire européen au Commerce (1999-2002) et chef de cabinet d'Étienne Davignon, alors vice-président de la Commission européenne pour la politique industrielle (1977-1983). Il prend sa retraite en 2005 en tant que directeur général adjoint de la DG Commerce.

Depuis 2005, Pierre Defraigne a d'abord fondé «Eur-Ifri», la branche bruxelloise de l'Institut français des relations internationales (2005-2008). En 2008, il devient le directeur exécutif de la Fondation Madariaga, devenue «Centre Madariaga-Collège d'Europe».

Pierre Defraigne s'est aussi consacré à l'enseignement de la politique économique européenne : il a enseigné à l'UCL pendant 20 ans, il a été professeur invité au Collège d'Europe de Bruges pendant dix ans (jusqu'en 2019) et il a donné un cours de politique économique européenne à «Sciences Po Paris» (*Paris School of International Affairs*).

Il publie régulièrement sur les relations Europe-Chine et Europe-États-Unis, sur la gouvernance de la zone euro, sur la politique commerciale de l'UE et sur le devenir de la société européenne. Il est fréquemment invité à donner des conférences et des interviews pour la presse.

Pierre Defraigne a mené un travail de terrain dans le domaine des relations économiques internationales, axé sur les rapports entre commerce, développement et ressources naturelles. Son engagement professionnel et militant s'inscrit dans deux convictions : une vision teilhardienne de l'Histoire du monde axée sur la recherche du sens ; l'indissociabilité de la liberté, de la justice et de la fraternité entre êtres humains égaux en dignité.

## Charles Gardier

Charles Gardier siège comme député au Parlement wallon et au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Il a présidé la Commission de la culture et de la petite enfance du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles de 2017 à 2019 et préside aujourd'hui la Commission des affaires générales et des relations internationales du Parlement Wallon.

Au niveau local, il est conseiller communal de la Ville de Spa, au sein de laquelle il a également exercé les responsabilités d'échevin chargé du Tourisme, du Thermalisme, de l'Emploi, des Classes moyennes, de la Jeunesse, de l'Information et des Sports de 1994 à 2017. En marge de ces mandats, il est président et co-fondateur de la Maison du tourisme du Pays des sources et ex-administrateur délégué de l'Office du tourisme, du thermalisme et des fêtes de Spa.

Charles Gardier est également vice-président et co-fondateur de l'Association des villes thermales historiques européennes et préside la Fédération thermale belge.

Enfin, Charles Gardier est co-directeur et co-fondateur des *Francofolies* de Spa. Il a également co-organisé de nombreux événements culturels, comme le *Belzik Festival* de Herve, le *Spa tribute Festival* ou le *Spa film festival*.

En passionné de culture, il a aussi animé des émissions axées sur le cinéma ou la musique sur plusieurs radios francophones.



## Paul Goldschmidt

Ingénieur commercial Solvay (1959), licencié en Sciences commerciales et financières (1961) ULB. Entre 1961 et 1962, il a été analyste financier au Dreyfus Fund (New York) puis de 1962 à 1985 a développé l'implantation internationale de la banque Goldman, Sachs & Co. (New York et Londres). Après une carrière de consultant en matières financières jusqu'en 1992 (Londres et Monaco), il entre en 1993 à la Commission européenne au poste de directeur du Service opérations financières (Luxembourg) jusqu'en 2002 où il est responsable du programme d'emprunts de l'Union Européenne, de la CECA et d'Euratom et participe aux travaux de l'introduction de la Monnaie Unique, y apportant son expertise des marchés financiers. En observateur éclairé de la vie économique européenne, il rédige depuis 2003 des chroniques régulières sur [www.paulgoldschmidt.eu](http://www.paulgoldschmidt.eu). Paul Goldschmidt est membre de *Stand Up for Europe*, de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, de la Ligue Européenne de Coopération Économique, de la *Solvay Business School Alumnae Association* et de la *Goldman Sachs Alumnae Association*.



## Pierre Hazette

Né à Marneffe en 1939, Pierre Hazette obtient le diplôme de licencié-agrégé en Lettres classiques à l'université de Liège, où il entame sa carrière professionnelle comme assistant. Il revêt l'uniforme de candidat officier de réserve en 1962. Retour à l'école après le service militaire, en 1963 : athénée royal d'Andenne puis de Waremme.



Il épouse Marie-Paule Leruth en 1964 et s'installe à Braives. Le couple y accueille deux enfants : Jean-François et Bénédicte. Il est aujourd'hui grand-père de Gaëlle et Romane, de Valentine et Noémie, mais aussi arrière-grand-père de Louis.

Revenons à la carrière : il est échevin de l'Instruction publique de Braives de 1970 à 1976.

En 1973, le ministre de l'Éducation nationale, Michel Tous-saint, l'appelle dans son cabinet. Il suivra, ensuite, les dossiers scolaires à la Présidence du Parti de la Liberté et du Progrès et les retrouvera en 1976 en qualité de secrétaire de la Commission de l'enseignement au Parlement de la Communauté française.

En 1981, il est appelé à diriger le cabinet du Ministre Tromont, puis celui du Ministre Bertouille, compétents, l'un et l'autre, pour tout l'enseignement francophone au sein du gouvernement Martens-Gol.

Après un intermède d'un an comme secrétaire permanent adjoint au recrutement des agents de l'État, il entame, à 46 ans, une carrière parlementaire. Sénateur, puis député fédéral, il deviendra député de la Région wallonne et de la Communauté française ; dans les trois assemblées, il suivra les matières d'enseignement désormais communautarisées.

Au décès de sa femme, il épouse Claudine Kinet en 1995 et accueille, avec elle, ses deux filles, Émilie et Laure-Anne.

En 1999, il est appelé au gouvernement de la Communauté française comme ministre de l'Enseignement secondaire, des arts et des lettres.



En 2004, Pierre Hazette est nommé délégué général de la Fédération Wallonie-Bruxelles en Afrique de l'Ouest, avec résidence à Dakar.

Il est admis à la retraite en en 2008 et se révèle essayiste, romancier et biographe.

Il est officier dans l'ordre des Palmes académiques de la République française.

## Philippe Housiaux

Philippe Housiaux a 73 ans. Il est docteur en droit de l'ULB et a obtenu ensuite un diplôme en marketing à la BMMA (*Belgian Marketing & Management Association*). Sa carrière l'a mené essentiellement du Groupe D'Ieteren à la FN sport avant qu'il ne crée sa propre agence de communication – Dialogic SA – en 1986.



Cette agence spécialisée aujourd'hui en *Public Affairs* et *Public Relations* et dont il préside le conseil d'administration est reconnue pour sa connaissance approfondie du monde institutionnel belge et son approche de la presse et des médias.

Parallèlement à ses études de droit, il mène une carrière d'athlète de haut niveau; champion et recordman de Belgique du 100 m (10,4), du 200 m (21,1) et du saut en longueur (7,75 m), il participera aux Jeux Olympiques de Mexico en 1968 où il assistera « impuissant » aux trois records du monde dans ses trois disciplines (Jim Hines 9,9, Tommy Smith 19,8 et l'incroyable Bob Beamon 8,90 en longueur); en 1969 il obtiendra le *Spike* d'Or, plus haute distinction dans son sport; il sera aussi 5<sup>e</sup> d'un championnat d'Europe en salle au saut en longueur... il y a 50 ans, poursuivant son activité sportive jusqu'en 78.

Presque naturellement il deviendra l'un des premiers consultants en télévision pour la RTBF à la suggestion de Marc Jeuniau, patron des sports, rôle qu'il adorera et qu'il « pratiquera » jusqu'en 1984.

Ce sera ensuite le temps des mandats dans son monde de prédilection. Tout en lançant son agence de communication, il devient membre du Conseil supérieur du sport, conseiller du Comité olympique et interfédéral belge avant d'en devenir le vice-président (1996-2000) et ensuite président de la Ligue belge francophone d'athlétisme et co-président de la Ligue royale belge d'athlétisme (2000-2004). Il crée le Panathlon Wallonie-Bruxelles en 2003, association de référence dans le domaine de la promotion des valeurs du sport et du *fair-play*; il la préside toujours aujourd'hui.

Il n'hésitera pas à lancer un projet « fou » avec Alain Deneef, celui de ramener les Jeux Olympiques en Belgique en 2004, une candidature appuyée unanimement par le monde économique et sportif, mais renvoyée à plus tard par le « politique ». Chemin faisant, il fait en sorte que la Belgique accueille trois championnats du monde d'athlétisme (cross et semi-marathon), conseille les villes de Paris, d'Albertville, d'Athènes et de Lille dans leur quête pour les JO et de Doha pour les Jeux Asiatiques.

Aujourd'hui, il se rend disponible pour toutes les bonnes et belles causes : le Panathlon, *Special Olympics Belgium*, *Stop Racism in Sport*, le Comité international pour le *fair-play* et le Mouvement européen pour le *fair-play*. Il siège dans les conseils d'administration de ces organisations. On en oublierait qu'il prête toujours sa voix au Mémorial Van Damme comme commentateur au cœur du stade.

Papy quatre fois, il a hâte de revoir ses petits-enfants au sport après le covid-19 ; par hasard, deux d'entre eux, Lucie et Julien, font de... l'athlétisme... à l'Excelsior le club que lui-même n'a jamais déserté depuis 1960. Quand on parle de « transmission » !

## Ahmed Medhoun

Ahmed Medhoun a enseigné successivement dans l'enseignement secondaire (enseignement pour sourds), dans l'enseignement de promotion sociale et à l'université, en Belgique et à l'étranger (ULB, Saint-Louis, Ichech, Drew University-Madison, New Jersey...).



Parallèlement à ses travaux de chercheur au centre de sociologie de l'éducation (ULB), Ahmed Medhoun a mené des actions en éducation. Il est à l'origine, il y a 30 ans, du programme de tutorat scolaire qui est devenu le plus grand dispositif de soutien scolaire à Bruxelles. Cette action a permis à plus de 38 000 élèves et écoliers bruxellois d'être aidés par plus de 3 800 étudiants de l'enseignement supérieur. Elle s'est vu décerner le prix Comenius de l'UNESCO qui récompense tous les 4 ans, à l'échelle mondiale, une action en éducation.

Ahmed Medhoun est fondateur et président de Schola-ULB, organisation spécialisée dans le soutien scolaire et l'innovation en éducation. Schola ULB a ainsi constitué la plus grande base de données d'Europe dédiées aux pratiques innovantes pour l'enseignement primaire et secondaire ([www.schola-ulb.be](http://www.schola-ulb.be)).

Il a été commissaire général de plusieurs expositions « L'âge d'or des Sciences arabes », « Les Voyageurs du Savoir », « Nass Belgica. L'immigration marocaine en Belgique », et plus récemment « *The art of difference* ».

Ahmed Medhoun est également l'auteur de plusieurs articles et ouvrages : *À la découverte de l'âge d'or des sciences arabes* et *L'Islam connaissez-vous?* (Éditions Luc Pire) et *L'immigration marocaine en Belgique. Mémoires et destinées* (Éditions Couleur livres).

Ahmed Medhoun a été échevin, de 2006 à 2012, entre autres du logement, de l'emploi, de la formation, de l'enseignement, des contrats de quartiers, des crèches, de l'informatique et de la culture à Saint-Josse-ten-Noode. Il a été commissaire chez Vivaqua à Bruxelles.

Il a été élu « Bruxellois de l'année » en 2004 et s'est vu conférer le titre de citoyen d'honneur de la commune de Schaerbeek en

2004. Il est membre fondateur de l'université populaire de Saint-Gilles.

Ahmed Medhoune est depuis 1998 directeur des Services à la Communauté de l'ULB, et membre de son collège des directeurs. Il a en charge l'ensemble des services qui s'adressent à la communauté (services sociaux, services médicaux, crèches, restauration, logements, sports, services culturels...). Il est par ailleurs président de l'École des sports de l'ULB et administrateur-délégué de l'asbl ULB Engagée, en charge des missions philanthropiques de l'ULB, et administrateur de l'EPFC (enseignement de promotion sociale et de formation continue). Il est co-directeur de l'Université des enfants de l'ULB.

Il est chargé de cours à l'Institut catholique des hautes études commerciales ICHEC (sociologie de l'éducation à l'agrégation).

Ahmed Medhoune est aussi président du conseil communal de Saint-Josse, président honoraire de *Visit.brussels* et administrateur délégué de la Maison de la Francité.

## Laurent Minguet

Laurent Minguet, est né à Liège le 20 juillet 1959. Il vit en région liégeoise avec son épouse Martine Geilenkirchen, créatrice d'une boutique spécialisée dans les thés et chocolats de haut de gamme. Ils ont un fils, une fille et deux petits-enfants.



Après des études de latin-mathématiques à l'Athénée royal de Liège 1, puis d'ingénieur civil physicien à l'université de Liège en 1982, Laurent Minguet travaille dans la coopération au Maroc comme professeur de mathématiques.

Après un passage par Pétrofina en 1984-85, il devient responsable de développement dans une PME liégeoise du secteur du *broadcast*.

En 1994, il rachète la société *EVS Broadcast Equipment* avec Pierre L'Hoest pour développer des enregistreurs vidéo numériques à disque dur. Les chaînes de télévision du monde entier sont convaincues par la technologie. En 1997, EVS entre en bourse sur l'Euronext et est élue entreprise belge de l'année en 2000. Laurent Minguet reçoit le titre de Manager de l'année 2004.

Il revend ses parts et démissionne de son mandat d'administrateur d'EVS en 2010. Il fonde alors la *holding* Invest Minguet Gestion qui détient des participations majoritaires dans une cinquantaine d'entreprises, la plupart créées par Laurent Minguet. En 2021, les activités du groupe IMG relèvent principalement du secteur immobilier résidentiel.

« Je me suis fixé une ligne cohérente : des sociétés rentables, qui répondent à des besoins de base, avec le fil rouge du développement durable », explique-t-il.

Laurent Minguet développe aussi des activités d'économie sociale et une résidence hôtelière de luxe en Casamance (Sénégal).

Il est membre de l'Académie Royale de Belgique depuis 2009, classe « Technologie et société », commandeur de l'Ordre de Léopold depuis 2013 et consul honoraire du Sénégal à Liège depuis 2014.

Laurent Minguet dans l'actualité : <https://tinyurl.com/lmiactu>

# Arracher la civilisation européenne au déclin

par Pierre Defraigne

directeur général honoraire à la Commission européenne  
directeur exécutif du Centre Madariaga-Collège d'Europe  
professeur invité à l'UCL, au Collège d'Europe et à Sciences-Po Paris

La civilisation européenne survivra-t-elle au <sup>xxi</sup>e siècle? Trois dangers la menacent.

Un, le mur de l'environnement et du climat se dresse sur sa route. Deux, le techno-capitalisme, son modèle économique, innovateur, porteur de croissance et d'élévation des niveaux de vie, est engagé dans une crise de déflation et de surendettement qui augure d'un effondrement financier. Trois, l'Asie, travaillée par des forces nationalistes et autoritaires, se porte au niveau de puissance de l'Occident, le privant de son privilège hégémonique; par son défaut d'unité interne, l'Europe se trouve placée sous suzeraineté américaine. La question est donc: l'UE, première tentative démocratique de construire l'unité politique du continent parviendra-t-elle, dans ce ré-ordonnancement du monde, à faire converger souveraineté et démocratie pour préserver la qualité de vie en société en Europe?

L'Europe est, dès ses origines, à la fois diverse et unie. La diversité politique reflète la diversité géographique exceptionnelle du continent, doublée de son brassage ethnique original. Mais d'où vient alors son unité de civilisation?

La civilisation européenne trouve ses origines lointaines en Asie, dans deux courants de pensée: la raison héritée des Grecs et la foi en un Dieu unique transmise par le peuple juif. L'Empire romain d'abord et la Chrétienté médiévale ensuite ont servi de véhicules à la méthode, en l'occurrence la raison critique héritée des Grecs en tension avec le dogme catholique, et à une éthique qui plonge dans

le corpus de valeurs contenues dans l'Évangile. Raison et foi ont servi de terreau à la civilisation européenne malgré ou à cause de leur antinomie<sup>1</sup>. Le principe dynamique de la civilisation européenne réside dans la tension dialectique entre les deux pôles de la Raison et de la Foi, entre pouvoir politique et pouvoir spirituel. La civilisation européenne n'est en définitive rien d'autre que le produit de la synthèse tantôt harmonieuse, tantôt violente de ces héritages.

La Renaissance et les Lumières ont consacré d'une part l'avènement de la raison critique avec l'État de droit et la laïcité, plateformes de la démocratie à venir, et d'autre part la sécularisation des valeurs évangéliques, transposées dans la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen. La civilisation européenne affirme la prévalence de l'humanisme dans l'organisation de la Cité. Son apport au Vrai, au Bien et au Beau en a fait une des civilisations les plus avancées du monde, la seule toujours vivante aujourd'hui avec la civilisation multiséculaire de la Chine.

## **Les trois menaces**

### ***L'emprise du capitalisme mondialisé sur la démocratie territorialisée***

La première menace qui pèse sur la civilisation européenne tient à la rupture entre démocratie et capitalisme, les deux piliers de notre modernité.

Avec l'invention du capitalisme et de la démocratie, l'Europe a forgé le couple de forces de sa modernité qui lui a aussi assuré une hégémonie sur le reste du monde. Au sortir du Moyen-Âge, l'urba-

---

1. Selon l'historien E. R. Jones, la religion chrétienne, en promouvant la culture de l'homme comme co-créateur de l'univers, l'a poussé dans la voie de l'innovation technique et du changement social. Le bond de la productivité agricole en Europe autour de l'An Mil, concomitant avec la création de réseaux de monastères à travers le continent, foyers de transfert de connaissance et d'expérimentation sur le terrain, témoigne de cette influence. D'autres civilisations plus avancées, chinoise et arabe notamment, se sont focalisées sur le progrès du savoir académique, mais les conditions politiques n'ont pas permis leur application pratique au développement (E. R. JONES, *The European Miracle*, Cambridge University Press, 2003).



nisation de l'Europe avait ouvert la voie aux droits et libertés des marchands et des métiers, tandis que le capitalisme marchand et financier, né à Venise, venait s'ajouter à l'économie de marché pour lui donner un élan décisif. Mais c'est avec les Lumières et la Révolution industrielle que vont émerger d'un côté le capitalisme industriel et financier, et de l'autre, l'État de droit, point de départ de la démocratie. L'avènement du libéralisme politique rompt avec la monarchie absolutiste et l'influence séculière de l'Église pour lui substituer une forme de gouvernement bourgeois fondé sur la séparation de l'Église et de l'État, tandis que le libéralisme économique recommande de s'en remettre au jeu des marchés pour pourvoir à l'allocation optimale des ressources.

Prenons, pour traiter du capitalisme, le regard de l'entomologiste, faisant nôtre le propos d'André Comte-Sponville: « *Le capitalisme n'est ni moral, ni immoral, mais amoral.* » C'est donc le politique, en l'occurrence la démocratie, qui lui impose une éthique. Capitalisme et démocratie forment un couple de forces improbable. D'aucuns diront antinomique: le capitalisme fondé sur la rationalité économique, celle de la croissance et de l'accumulation par le profit et la concurrence, est fortement hiérarchisé et inégalitaire; la démocratie, fondée sur le compromis entre visions concurrentes du bien commun, suppose, selon le mot de Tocqueville, « une certaine égalité de condition ». La dialectique entre système économique hiérarchisé et système politique égalitaire s'est pourtant révélée féconde sur le long terme, avec cependant des épisodes de luttes sociales et de conflits politiques, ainsi que de guerres coloniales. L'équilibre est donc fragile entre les deux pôles autour desquels s'organisent nos sociétés. Vienne le capitalisme à imposer sa loi à la démocratie, ou vienne celle-ci à altérer la capacité d'innovation du premier, ce sont les deux régimes qui vacillent et peuvent mutuellement se détruire. La conjonction de l'illibéralisme politique et du néolibéralisme qui autant que le nationalisme en est à l'origine, représente une menace pour l'équilibre de nos sociétés et pour la paix.

Le monde occidental est-il en marche vers un tel scénario? Il faut en concevoir la possibilité. Car la manière la plus sûre de prévenir une catastrophe est de l'anticiper et d'agir en conséquence. Il faut donc savoir déchiffrer les signaux annonciateurs de crise

systemique avant qu'elle ne prenne corps et se déroule en nous prenant de vitesse. Le fait est que le capitalisme occidental est entré, avec la mondialisation qui n'a pas été suffisamment encadrée par une gouvernance multilatérale, ni maîtrisée par les réponses politiques des grands États, UE comprise, dans une phase de ralentissement structurel de la croissance, de remontée insidieuse, mais irrésistible, des inégalités de revenus et de fragilisation financière. S'ajoute la menace climatique et environnementale, désormais effective et plus seulement virtuelle. De son côté, la démocratie manifeste des symptômes inquiétants de délitement : d'une part, les élections de Berlusconi, Trump et Johnson dévoilent des réflexes nationalistes, unilatéralistes, protectionnistes qui menacent la stabilité de nos pays, voire du monde ; de l'autre, le fractionnement des familles politiques, la difficulté de construire des coalitions stables et efficaces, la montée des courants populistes, illibéraux, autoritaires et extrémistes, révèlent une frustration des opinions devant l'impuissance du politique face aux problèmes posés par les dérives du capitalisme et la dégradation de l'environnement.

- **Détour par la sémantique**

Avant d'aller plus loin dans l'analyse, attachons-nous à un exercice sémantique indispensable à ces concepts polysémiques de capitalisme et d'économie de marché, de libéralisme et de néolibéralisme, de démocratie enfin. Capitalisme est en effet un mot-valise qu'il importe donc de définir très rigoureusement. Pour ma part, je fais mienne la distinction, introduite par Fernand Braudel<sup>2</sup>, entre économie de marché et capitalisme. La première naît avec la monnaie et la division du travail que celle-ci permet : elle regroupe des millions de PME, de professions libérales, d'artisans et d'entreprises familiales, toutes de dimensions comparables. L'économie de marché met en effet « des pairs en concurrence » : nul n'est assez puissant pour fixer le prix du marché ou influencer l'environnement légal. Les entreprises et les opérateurs de l'économie de marché sont

---

2. Fernand BRAUDEL, *La dynamique du capitalisme*. Éditions Flammarion, 2013.

« *price takers* » et « *environment takers* ». Une relation équilibrée s'établit entre le système économique et la gouvernance de la société.

Le capitalisme de marché, à l'opposé, est l'univers des grandes firmes opérant à l'échelle internationale, disposant d'un pouvoir de marché effectif comme monopoleurs ou oligopoleurs et d'une capacité de peser dans les décisions du politique<sup>3</sup> sur les règles, les normes, la fiscalité et les interventions discrétionnaires des États. Ces firmes globales se comptent par milliers, sont « *price makers* » et « *environment makers* ». La différence est donc radicale, même si la frontière est floue et poreuse, entre économie et capitalisme de marché entre la mesure de la première et la démesure du second.

C'est donc la structure concurrentielle des marchés qui est utilisée par Braudel comme ligne de clivage entre capitalisme et économie de marché, l'un et l'autre étroitement enchevêtrés à travers des liens d'approvisionnement et de sous-traitance. L'économiste relèvera que le capitalisme peut, à travers son pouvoir de marché, accumuler des profits et procéder à de fortes concentrations du capital et, par là, façonner l'économie à sa guise : acquisition de concurrents, investissements en innovations et en équipements, développement à l'international. Le capitalisme est donc un système apte à générer de la croissance à travers l'innovation, sa marque principale, à un rythme bien plus élevé que l'économie de marché.

Cette contribution à l'innovation et à la croissance mise en lumière par Schumpeter à travers son concept séminal de « destruction créatrice » lui vaut la faveur des économistes. Cette faveur l'emporte sur leurs réserves quant à son caractère non concurrentiel, son impact inégalitaire sur la distribution de la richesse et du revenu, et son instabilité foncière, inhérente à un système soumis aux à-coups du progrès technique et au risque financier. Le capitalisme, depuis son apparition en Angleterre au XVIII<sup>e</sup> siècle comme capitalisme industriel et financier, s'est avéré un système puissant qui imprime sa dynamique à l'économie de marché qu'il surplombe de la hauteur que lui assurent les économies d'échelles inaccessibles aux entreprises moyennes ou petites.

---

3. Songeons aux sagas du « Dieselgate » et du « Round-up », des normes financières, et aux arbitrages obtenus hors-tribunaux par les grandes firmes en matière d'infraction à la législation fiscale et aux règles de concurrence.

- **Contradictions et complexité du capitalisme**

Trois regards sur le capitalisme sont nécessaires pour appréhender sa complexité et ses contradictions. Adam Smith, père du libéralisme économique, mais philosophe moral aussi, n'est pas le chantre aveugle de la main invisible du marché. Il met en garde contre trois dangers du système : le complot des oligopoles et des cartels contre les consommateurs ; le déficit de biens publics (ordre, éducation, infrastructures) et l'asymétrie de la négociation salariale entre patrons et employés qui justifie le droit d'association des travailleurs. À l'opposé, aujourd'hui, le néolibéralisme, doxa déviante et peu élaborée du libéralisme économique, exalte l'efficacité et l'autorégulation supposées des marchés, pousse à étendre la marchandisation à toutes les conduites humaines, prône la privatisation, la dérégulation et le libre-échange, histoire de libérer les forces de marché et de stimuler aussi la croissance. Celle-ci, par ruissellement vers les plus pauvres, enlèverait toute pertinence au souci des inégalités. C'est vrai sur le très long terme, mais dans le long terme, disait Keynes, nous sommes tous morts.

La critique marxiste s'adresse au principe même de la propriété des moyens de production séparée du travail, car elle place le travailleur sous le pouvoir du capitaliste, pouvoir qui va jusqu'à l'exclusion à l'accès à l'outil de production du travailleur qui n'a que sa force de travail à offrir. Marx a relevé la contradiction inhérente au capitalisme : propension à la concentration de la richesse et du pouvoir du marché, au prix de l'appauvrissement des masses et du tarissement de la demande solvable, avec pour aboutissement la surproduction et la crise. La thèse marxiste se vérifie là où les rapports de force entre travail et capital penchent trop en faveur de ce dernier. En revanche, le travail organisé – les cartels distributionnels comme Mancur Olson désignait les syndicats – s'est révélé, du moins dans le monde occidental, à même d'obtenir un équilibre satisfaisant dans la répartition de la valeur ajoutée entre profit qui conditionne l'investissement et salaire qui nourrit la demande. De la sorte, le capitalisme de marché occidental a, le plus souvent, contourné la contradiction relevée par Marx. On notera néanmoins que celle-ci n'est pas éliminée pour autant. Elle reste sous-jacente à la problématique de la

production et de la distribution de richesse. L'État joue ici un rôle régulateur essentiel en fonction de sa capacité de préserver une concurrence loyale et effective, de lever l'impôt et de l'affecter aux biens publics et à la correction de la distribution primaire inégalitaire de la richesse réalisée par le jeu du marché.

Mais les anthropologues vont plus loin que les économistes dans l'appréciation portée sur les vertus et vices du capitalisme. Le travail fondateur de Karl Polanyi<sup>4</sup> a ouvert un champ de réflexion très vaste et très fondamental sur les rapports entre économie de marché et société, et entre capitalisme et société. L'économie de marché a été marquée pendant la période postféodale par une intégration forte entre marché et vie sociale, garante d'une certaine harmonie. En revanche, la marchandisation des facteurs de production (terre, travail, crédit) a rompu cet équilibre.

---

#### **Libéralisme et néolibéralisme**

*Le néolibéralisme est une déviance du libéralisme économique, pareille à ce qu'est l'islamisme pour l'Islam ou la lutte des classes pour la social-démocratie non-marxiste. Il est utilisé à tort et à travers parce qu'il n'est pas construit comme une théorie ou une doctrine, mais comme une doxa, soit un courant d'opinion dominant dans une société*

*On peut distinguer deux aspects différents mais liés dans le néolibéralisme. D'un côté, depuis l'arrivée au pouvoir de Thatcher (1979) et de Reagan (1981), le mot est utilisé comme interchangeable avec la politique de l'offre fondée sur la dérégulation, la libération et la privatisation et recommandée par l'École monétariste de Chicago (Milton Friedman) qui est présentée comme alternative à la politique de la demande agrégée de Keynes. Cette approche structurée par l'OCDE et le FMI sous influence américaine a été internalisée par la bureaucratie de la Commission européenne à partir des années 90. De l'autre, le néolibéralisme va beaucoup plus loin : il tend à substituer l'homme œconomicus à l'homme politicus et recommande, au nom de l'efficience et de l'autorégulation, la marchandisation de toutes les conduites humaines qui deviennent champs de profits pour l'entreprise et gains économiques pour l'utilisateur et le consommateur. Le néolibéralisme en réduisant l'être humain à sa seule dimension*

---

4. Karl POLANYI, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 1944.

*économique tue l'humanisme et mine ainsi les fondements de la démocratie en Europe.*

*(Voir sur ce point Wendy Brown, Défaire le démos. Le néolibéralisme, une révolution furtive, Éd. Amsterdam, 2018.)*

---

Le capitalisme s'est imposé comme le cadre et le ressort du progrès matériel avec deux conséquences. D'un côté, la naissance d'une culture capitaliste fondée sur le matérialisme – accumulation et consumérisme – et sur un individualisme sans individuation. Le clonage des consommateurs, poussé aujourd'hui à l'extrême par le recours aux algorithmes, est un produit du néolibéralisme. La sacralisation de l'incitant matériel comme mobile de l'*homo œconomicus* fabriqué par le néolibéralisme, détache l'homme contemporain des racines de la culture classique et le distrait du progrès intérieur, celui de l'Esprit. D'un autre côté, le capitalisme de marché est triplement myope : il sous-estime le risque politique inhérent aux inégalités excessives qu'il génère ; il ignore les biens futurs qui se situent hors de l'horizon des firmes ; il détruit la nature et l'environnement faute d'un prix attaché à ces biens communs fondamentaux<sup>5</sup>. Seul le politique peut ici pallier et corriger ces dysfonctionnements : tandis que la droite cherche souvent, par défaut, à préserver la dynamique du système capitaliste, la gauche démocratique reste aujourd'hui focalisée sur la correction *ex-post* des inégalités. Sa mission devrait viser à construire, au niveau pertinent de l'Europe, des contre-pouvoirs et des modes de régulation. Le rôle de la démocratie est de nourrir et de conduire ce débat existentiel entre gauche et droite. Aujourd'hui toutefois, ce débat reste encore périphérique. La crise du climat va lui donner une autre dimension.

Il est nécessaire de prendre une vue critique et politique du capitalisme et ne pas en rester à un manichéisme stérile : soit tendre le poing vers le ciel pour réclamer sa destruction, soit en exagérer les mérites sans voir les failles inhérentes au système dont il faut se garder et contre lesquelles il faut le préserver. Ces failles tiennent au mauvais équilibre entre biens publics et biens de marché, aux iné-

---

5. Le capitalisme d'État, soviétique ou chinois, n'a pas montré plus de souci de l'environnement.

galités excessives et à l'aliénation de la société à l'argent, aujourd'hui mesure ultime de valeur morale et fondement véritable des statuts sociaux.

- **La longue marche de la démocratie**

L'autre pilier de la modernité de l'Europe qu'elle cherche à promouvoir dans le monde, non sans ambiguïté toutefois, est constitué par l'État de droit et la démocratie, fondée sur les Droits de l'Homme. L'un et l'autre trouvent leur fondement dans le libéralisme politique et dans l'avènement d'un humanisme à la fois chrétien et laïque, nourris par les Lumières. Capitalisme et État de droit sont donc nés en même temps, le capitalisme trouvant dans l'État de droit le cadre de préservation du droit de propriété, pierre d'angle du régime. Mais la transformation de l'État de droit en démocratie a nécessité un siècle et demi tandis que le capitalisme prenait sa course, dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, avec sa généralisation rapide dans le monde occidental et son extension, par l'impérialisme et le colonialisme, au reste du monde. La démocratie, au départ bourgeoise et aristocratique, a été arrachée aux élites dirigeantes par les luttes ouvrières, poitrines contre fusils, pour conquérir le droit syndical et un partage plus juste de la valeur ajoutée, par les guerres aussi, coloniales et puis mondiales : la première guerre mondiale a débouché sur le suffrage universel et la seconde, sur celui des femmes, décalage au demeurant profondément choquant. Cette absence de synchronisation dans le rythme de mise en place du capitalisme et de la démocratie a probablement été un facteur central dans les deux guerres mondiales qui ont ravagé l'Europe et l'ont menacée de destruction.

Le rapport entre capitalisme où le pouvoir est fonction de la richesse, et démocratie où, dans sa forme achevée, chaque homme dispose de la même voix, est forcément dialectique puisque les rationalités ne sont pas les mêmes : quête du profit et accumulation pour le premier, recherche du bien commun par des compromis pour le second. L'État est dans cette relation à la fois arbitre et enjeu de pouvoir. En ce sens, le capitalisme est entre les mains de la démocratie si l'on s'en tient à la loi du nombre. En pratique toutefois, un

consensus, parfois chaotique, s'établit : le capitalisme est accepté aussi longtemps qu'il assure innovation et croissance, et cela en dépit de son caractère foncièrement inégalitaire et seulement corrigé à la marge, et de son addiction aux crises financières qui incidemment sont toujours des crises de surendettement.

Cet équilibre a mis du temps à se stabiliser et rien n'est jamais acquis, en dépit de la pérennité prêtée au capitalisme en raison de son exceptionnelle résilience face aux crises et aux guerres. Le capitalisme est à la fois arrimé solidement dans l'État national, et foncièrement international. Le XIX<sup>e</sup> qui a vu les États féodaux et dynastiques devenir des États-nations, dirigés par la bourgeoisie naissante, a vu aussi se dessiner une course à la puissance entre États qui est indissociable de la rivalité des capitalismes nationaux. Le nationalisme, souvent présenté comme la cause de la guerre, aurait-il montré la même vigueur s'il n'avait été ancré dans de puissants intérêts matériels ? La guerre de 14-18 ne résulte-t-elle pas aussi du refus de l'Angleterre et de la France de voir l'Allemagne de Bismarck, unifiée tardivement mais puissance industrielle très tôt redoutable et envahissante, s'installer à la table du banquet des États avancés ? En ce sens, la Grande Guerre peut être interprétée aussi sinon d'abord comme un choc entre capitalismes nationaux. Mais les historiens européens ont préféré s'attacher à ses causes stratégiques et diplomatiques et faire l'impasse sur la rivalité des capitalismes nationaux qui perdure aujourd'hui. La deuxième guerre mondiale sera à l'opposé un choc entre systèmes capitalistes rivaux : capitalisme d'État soviétique, capitalisme autoritaire fasciste et national-socialiste, et capitalisme libéral anglo-saxon.

- **Le capitalisme contractuel d'après-guerre**

L'après-guerre va faire de l'Europe le laboratoire d'un nouveau rapport entre capitalisme et démocratie d'où émerge un « capitalisme contractuel », point de départ des Trente Glorieuses. Les forces de progrès démocratiques – social-démocratie et démocratie chrétienne – vont exercer un rôle central dans la négociation de ce nouveau pacte social, en jouant notamment sur la peur du communisme. Les syndicats et partis communistes sont en effet très vite assimilés



dans l'opinion, la propagande aidant, à des « partis de l'étranger » téléguidés par Moscou en pleine offensive politique pour étendre son glacis politique vers l'Ouest. Paradoxalement, le rôle-clef joué par les formations démocratiques de gauche dans la redistribution de la richesse va les amener à valider implicitement le capitalisme libéral comme cadre incontournable de la reconstruction et de la croissance. Numériquement majoritaires, elles se sont idéologiquement assimilées à la conception libérale de l'économie.

Les termes de l'accord d'après-guerre entre capital, travail et État s'articulent sur trois volets : État-providence, impôt progressif et politique keynésienne visant le plein emploi ; ensuite un volet de libéralisation de l'économie après la période d'interventionnisme et d'autarcie de la guerre via le système de Bretton Woods et plus tard via la construction de la CECA et de la CEE ; enfin, un apport massif de technologie US via le Plan Marshall et les investissements américains en Europe. Cette combinaison, fondée entre autres sur une énergie fossile abondante et bon marché, le pétrole qui va se substituer au charbon, va déboucher sur trois décennies de croissance forte, de plein emploi et de protection sociale renforcée.

Les Trente Glorieuses voient à partir des années 60 le curseur de la valeur ajoutée glisser, d'année en année, des profits vers les salaires, suite au plein-emploi et au rapport de négociation qui s'ensuit entre firmes et syndicats. Le résultat est un tarissement de l'investissement productif et un relèvement de la demande qui génère une inflation croissante. Les pays de l'OPEC répondent en quadruplant le prix du pétrole brut (1973) et récidivent en le doublant en 1979. À l'inflation par la demande s'ajoute l'inflation par les coûts, et le chômage va brusquement apparaître, inaugurant un équilibre inédit de « stagflation » en combinant hausse des prix et chômage, deux phénomènes jusque-là exclusifs l'un de l'autre.

La riposte du capitalisme occidental à l'écrasement des marges de profits viendra avec la mondialisation dans les années 80.

- **Le capitalisme mondialisé et la loi de la compétitivité**

La nouvelle forme de mondialisation du capitalisme va consister en la segmentation, par les multinationales, de la chaîne globale

de valeur et la distribution des différents stades de production à travers la planète. Trois facteurs vont la rendre possible : les progrès du libre-échange, la révolution d'abord télématique et ensuite numérique, l'effondrement de l'URSS et le choix de la Chine de jouer la carte du capitalisme global en misant sur les exportations et des investissements étrangers. La mondialisation aura des effets positifs sur la convergence Nord-Sud, principalement en Asie avec la Chine, mais des effets problématiques sur la distribution des revenus dans nos pays. Certains facteurs mobiles comme le capital et le travail qualifié contenu dans les exportations vont gagner tandis que les emplois non qualifiés territorialisés seront confrontés par les délocalisations à des suppressions d'emplois ou à des baisses de salaires réels, ponctuellement compensées par des gains pour les consommateurs. Enfin, un impact prévisible, mais non prévu, d'une accélération de la dégradation du climat et de l'environnement va résulter de l'explosion de la demande dans les pays émergents et en développement, principalement en Asie.

En soi, la mondialisation s'avère intéressante parce qu'elle marque une évolution vers l'unité du monde, à travers l'interdépendance des économies, cohérente avec la prise de conscience, tardive mais désormais réelle, des périls pour la planète. Mais cette mondialisation a été mal gérée : dans nombre de pays, la compensation entre gagnants et perdants n'a pas été gérée politiquement, tandis que les coûts climatiques et environnementaux étaient simplement ignorés sinon niés.

---

*Par la mondialisation, le capitalisme ne se soustrait pas seulement à la tutelle des États. Il les met en concurrence. Les firmes globales arbitrent, pour leurs investissements et leurs délocalisations, entre les régimes salariaux, fiscaux et de droit des affaires, voire entre les normes sociales et environnementales des pays. Il s'ensuit deux conséquences. D'un côté une course au moins-disant sur la fiscalité des entreprises et le droit des affaires. De l'autre, une mise en évidence de la faible capacité du politique à avoir le dernier mot sur les conditions de l'activité et de l'investissement. La course à la compétitivité est devenue l'alpha et l'oméga des politiques économiques dans nos pays. Cette impuissance du politique décrédibilise nos démocraties. La mondialisation pose donc un défi à la démocratie au niveau des États. Qu'en est-il de l'Europe ?*

---

- **L'hyperfinanciarisation du capitalisme**

Le capitalisme mondialisé est aussi entré dans une phase d'hyperfinanciarisation facilitée par la révolution numérique et la libre circulation des capitaux consécutive à l'effondrement du système monétaire de Bretton Woods en 1971 et surtout par la vague de dérégulation inspirée du courant néolibéral au nom de la croyance en l'efficacité et l'autorégulation des marchés financiers. Cette vague initiée par le tandem Thatcher-Reagan fut le fait aux États-Unis, dans l'ordre financier, de Bill Clinton qui revint sur la pierre d'angle du *New Deal* rooseveltien, le *Glass-Steagall Act* qui sépare banques commerciales et banques d'affaires, de Tony Blair qui veut faire de la City le pilier de la nouvelle économie britannique et de Pierre Bérégovoy, champion du franc fort qui veut faire de Paris la rivale de Londres comme place financière.

Le tsunami financier trouve au départ sa justification dans l'innovation que constitue, en Californie, le fait de mettre à disposition des *start-ups* du numérique, du *venture capital* fourni par des privés fortunés, assorti de *stock options* pour les dirigeants et les cadres de la jeune pousse.

Ce concept innovateur en effet, mais très circonscrit au contexte très particulier de la Californie des années 80, va servir de justification à la création débridée de produits financiers de plus en plus risqués. La titrisation des crédits bancaires accordés au secteur immobilier – les *subprimes* – n'est qu'un exemple du procédé qui transfère les risques bancaires aux titulaires des titres, diffusant aussi et dissimulant l'ampleur des risques accumulés, dans tout le système financier. L'encouragement à l'endettement des pays émergents par des montages financiers complexes s'est avéré un facteur important dans le surendettement en dollars de ces pays et dans les crises financières qui se succèdent dans les années 80. Le surendettement de la Grèce dissimulé avec le concours de Goldman Sachs, pour permettre son entrée dans l'eurozone, en restera une illustration historique.

L'hyperfinanciarisation a consacré la centralité de la valeur pour l'actionnaire (*shareholder value*) dans la gouvernance d'entreprise en jouant sur les plus-values boursières réalisées sous la pression des fonds d'investissement et avec le concours de managers pourvus

généreusement en *stock options*, abusivement étendues à tous les secteurs d'activité.

L'hyperfinanciarisation déplace la rentabilité du capital de l'économie réelle vers les marchés d'actifs (bourse, immobilier, terre). Elle développe la spéculation qui, certes, est utile pour réduire une série de risques pour les opérateurs, mais qui peut aussi se révéler délétère dès lors qu'elle est mal ou insuffisamment financée. En outre, elle est sujette à des « comportements de troupeaux » en cas de choc économique imprévu (le *black swan*). Mais la finance contribue aussi par ses montages innovatifs et complexes à faciliter le surendettement des États (insuffisance de rentrées fiscales), des entreprises (effet de levier et allègements fiscaux) et des ménages (*keeping up with the Joneses* et dettes de consommation ou d'étudiants). L'hyperfinanciarisation est aussi un facteur central dans l'organisation de la criminalité financière et de l'évasion fiscale, frauduleuse ou non. Il existe un continuum entre l'innovation financière de bon aloi, la criminalité financière, le blanchiment d'argent et la très grande fraude fiscale. L'opacité des mécanismes rend difficile le tri entre opérations saines et légales et les autres. Les banques jouent un rôle central dans la circulation de ces capitaux non identifiés, et ce malgré le renforcement des dispositifs de contrôle.

Or le surendettement qui atteint dans nos économies occidentales des niveaux sans précédent et sa contrepartie dans l'inflation de bulles d'actifs (bourse et immobilier) alors que l'inflation sous-jacente est proche du zéro fatidique, créent à l'automne 2020 les conditions d'une crise financière plus sévère que celle de 2007. Ceci se dessinait clairement avant l'irruption du Covid-19 et du choc déflationniste puissant qu'il a entraîné.

La crise systémique du capitalisme trouvera son épilogue dans le secteur financier. Mais elle se manifeste déjà de plus en plus au fil des décennies à travers l'évolution de long terme de certains paramètres-clés : baisse du taux de croissance d'1 % par an à chaque décennie (de 5 % à 1 %), persistance de l'inflation à un niveau proche de zéro, remontée des inégalités, surendettement des acteurs et notamment des États redistributifs comme la France ou la Belgique, défiscalisation des profits des multinationales et des grands patrimoines sur une échelle macro-économique, multiplication des crises

financières d'abord dans les pays émergents (Mexique, Russie, Asie du Sud-Est), et enfin dans les pays occidentaux (USA 2008, Grèce-dette-2010).

---

### **Le surendettement structurel des États**

*Des pays, au sein de l'eurozone, suite au décalage avec la nouvelle division internationale du travail induite par la mondialisation, se sont trouvés exposés à des délocalisations destructrices d'emplois et à une pression sur les salaires qui ont aggravé les inégalités primaires. Les États, soucieux de contenir ces inégalités, mais exposés à la concurrence fiscale de leurs partenaires et à « l'optimisation » fiscale des entreprises multinationales, ont recouru à l'endettement pour pallier les pertes en ligne de recettes fiscales. Certes, d'autres facteurs ont pesé dans le surendettement, telles les dépenses militaires en Grèce portées à 4 % du PIB ou la « lasagne » administrative en France et en Belgique. Mais le facteur critique se situe bien dans un triangle d'incompatibilité : inégalités primaires croissantes, insuffisance de rentrées fiscales et surendettement des États. On trouve ici un facteur de divergence entre le noyau et la périphérie de l'eurozone qui peut mener à sa désintégration.*

---

- **Le désarroi des décideurs de la politique économique**

Le Covid-19 vient évidemment à la fois amplifier la crise et fournir un motif de pratiquer des politiques budgétaires et monétaires hétérodoxes dont nul ne sait quelles seront les conséquences à terme, sinon qu'elles compliqueront encore le retour, très hypothétique, à un équilibre stable du système. Ces politiques sont le signe du désarroi des économistes devant la quasi-stagnation vers laquelle évoluait le capitalisme occidental avant le Covid-19. La zone euro est en déflation depuis l'été 2020 et le restera jusqu'à la fin de l'année selon les prévisions pour l'économie occidentale. La politique monétaire, traditionnellement outil central de la lutte contre l'inflation, se voit aujourd'hui assigner pour objectif de la relever de son niveau actuel proche de zéro jusqu'à près de 2 % (en Europe). En fait, les banques centrales visent aujourd'hui d'abord à la stabilité financière du système bancaire que leurs propres politiques de liquidités abondantes et de taux d'intérêt proches de zéro, voire

négatifs, contribuent à miner par l'encouragement donné à l'endettement et à la spéculation.

Les politiques budgétaires longtemps axées sur l'austérité dans les pays surendettés malgré de hauts niveaux de chômage, en vue de redresser les comptes publics, sont aujourd'hui débridées et débouchent sur des déficits publics se rapprochant de 10 % du PIB dans certains pays de l'eurozone, accroissant d'autant les dettes publiques. Le service de ces dernières avec des intérêts zéro ou négatifs, ne pose évidemment aucun problème. *Quid* si ces taux reviennent à remonter, même progressivement? Miser sur la croissance et le retour de l'inflation pour réduire le poids relatif de la dette publique et la ramener en dessous de 100 % du PIB, procède davantage de l'optimisme de commande que d'une prévision raisonnée. Mais le plus grave n'est pas dans ces politiques monétaires et budgétaires hétérodoxes. Il est dans l'incertitude que fait peser sur le système des échanges internationaux la politique commerciale américaine et l'usage offensif fait par Washington du privilège exorbitant du dollar, à travers son déséquilibre extérieur courant et l'extraterritorialité de la législation américaine en matière de sanctions économiques ou de rétorsions fiscales. Le blocage des travaux de l'OCDE sur la taxe GAFA est exemplaire de l'unilatéralisme américain.



Pour acheter la suite,  
cliquez [ici](#).